

• L'avocat français craint le pire à l'approche de l'Euro de football qui débute dans deux semaines.

• Il cible un "multiculturalisme suicidaire" qui a créé "des zones où la République n'a plus droit de cité".

• Face aux violences subies par les policiers lors des manifestations, il regrette "la tétanie du politique".

# “L'ISLAMOPHOBIE est un concept pour empêcher tout débat”

Thibault de MONTBRIAL

## Bio

**En guerre.** Lorsqu'il évoque l'état de la France, Thibault de Montbrial se montre pessimiste. Selon cet avocat au barreau de Paris, les septante années de paix qu'a connues l'Hexagone sont révolues. *“La France est en guerre avec l'islam radical sunnite qui veut faire régner un califat sur la plus grande partie possible de la planète”*, écrit-il dans son livre *“Le sursaut ou le chaos”* (Éditions Plon), paru quelque temps après les attentats contre *“Charlie Hebdo”* et le magasin *Hyper Cacher*.

**Le terrain.** Cet ancien parachutiste de réserve affirme *“retranscrire les réalités du terrain, telles que je les constate dans ma vie d'avocat ou auprès des spécialistes de l'antiterrorisme. L'éclatisme de ma clientèle me permet de prendre le pouls de mon pays et, petit à petit, je l'ai vu changer. Se communitariser. Se fragmenter”*.

**DSK.** Thibault de Montbrial est spécialiste de la défense des forces de l'ordre et des victimes du terrorisme. Il a également participé à des procès aussi sensibles et retentissants que *Clearstream*, les attentats de Karachi, Elf ou Udez o (Astérix). Il a aussi défendu *Nafissatou Diallo*, la femme de ménage du Sofitel de New York qui avait porté plainte pour agression sexuelle contre *Dominique Strauss-Kahn*.

**Think tank.** En 2014, ce quadragénaire a fondé le Centre de réflexion sur la sécurité intérieure, un think tank consacré à la police, la délinquance, la sécurité privée, la justice, le renseignement, le terrorisme, la défense nationale.



### L'Euro de football débute dans deux semaines. Ce sera une cible privilégiée pour les terroristes ?

C'est une évidence. Il faut maintenant se demander si la France est prête à affronter ces menaces... L'état a conscience du problème posé, et des mesures ont été prises. Mais ce qui est très inquiétant, c'est qu'un pays libre et ouvert comme la France n'est absolument pas outillé pour empêcher des actes aussi faciles à commettre que des attaques terroristes dans un contexte de foules denses et de grands mouvements de populations. On parle des stades, des fan-zones, mais n'oublions pas les transports en commun, gares et aéroports où plus d'un million de personnes vont voyager en permanence pendant ce mois. Sans compter les cibles qui n'ont rien à voir avec l'Euro, et dont les terroristes peuvent penser à tort ou à raison qu'elles seront moins bien protégées. Il faut souligner l'importance de la mission du renseignement, qui doit empêcher les attaques en amont. Mais ce qu'on sait de la présence de cellules islamistes infiltrées en Europe n'est pas encourageant.

### Il arrive que les djihadistes et les jeunes radicalisés soient protégés par leurs proches, leurs voisins, qui ne les dénoncent pas ou qui les aident même à se cacher. Comment expliquer cette assistance ?

Les islamistes radicaux trouvent dans ces quartiers un soutien aussi bien idéologique que logistique. L'islam radical s'est considérablement développé en Europe, il a poussé sur le terrain qu'a constitué le développement du communautarisme, que les politiques ont beaucoup laissé faire par lâcheté et par intérêt électoral. Aujourd'hui, on se retrouve donc en France et en Belgique, avec des dizaines d'endroits où le fait musulman est privilégié sur la loi nationale. Tous ces gens ne sont évidemment pas dans la logique de commettre un acte violent mais cela veut dire que la solidarité première va vers le frère avant d'aller vers l'Etat. On en a eu deux grandes illustrations : à Saint-Denis après les attentats de novembre et à Molenbeek lors de la traque d'Abdeslam. Bien sûr, certains soulignent qu'il a fini par être dénoncé. D'accord, mais il l'a été par une personne après que, pendant quatre mois, des dizaines d'autres n'ont rien dit !

### Avant les attentats de novembre, vous dénonciez un "multiculturalisme suicidaire" en France. Que voulez-vous dire ?

On a laissé s'installer l'idée que la culture des gens qu'on accueille est égale à la culture du pays accueillant. Quand vous accueillez des gens chez vous, ils doivent s'adapter à votre façon de vivre. Si par veulerie, lâcheté, intérêt politique immédiat, vous montrez que vous n'êtes pas prêts à défendre votre culture, il va de soi que vous encouragez ceux qui sont dans une logique d'imposer leur mode de vie voire, pour certains, de conquête politique. Aujourd'hui, 40 ans après la grande vague d'immigration, on se retrouve face à des zones où la République française n'a plus droit de cité, car elles sont régies par d'autres cultures. Les services de renseignement sont pendus au signal d'alarme, mais par naïveté ou, pire, idéologie, beaucoup refusent de l'admettre.

### Les critiques envers l'islam revendicatif restent-elles taboues, étouffées ?

Moins qu'avant les attaques à Paris, mais elles suscitent encore beaucoup de passion et certains n'osent toujours pas en parler par peur de se faire taxer d'islamophobe, et de subir aussi bien des attaques sur les réseaux sociaux que des menaces parfois désagréables. L'islamophobie est un concept qui a vocation à empêcher tout débat sur l'islam non pas

comme fait religieux, ce qui relève de la liberté individuelle et de la vie privée, mais comme fait politique. Or, de nombreux comportements de musulmans radicaux sont contraires aux lois de la République. A gauche par exemple, il existe une fracture entre ceux qui ont pris conscience de la gravité de la situation – comme Elisabeth Badinter ou Manuel Valls – et les "islamo-gauchistes", intellectuels, médias ou politiques qui sont dans une logique d'aveuglement total, de soumission voire de fascination face à la vague de conquête que les premiers dénoncent. Il faut relire les avertissements de Boualem Sansal sur "les idiots utiles"...

### L'état d'urgence a été prolongé en France. Cette situation peut-elle perdurer ?

C'est un état, par nature, exceptionnel et on ne peut pas pérenniser l'exceptionnel. A un moment, ça n'a plus de sens. Ce qui est certain, c'est que les risques auxquels les pays européens, dont la France et la Belgique, sont exposés s'inscrivent en années, voire en décennies. Le problème de la France aujourd'hui, ce n'est pas tant Daech à l'extérieur, que la frange de sa population radicalisée à l'intérieur. Il faut adapter notre outil législatif et réglementaire en matière de sécurité, tout en trouvant l'équilibre avec le maintien des libertés. Ayons à l'esprit que les libertés n'ont de sens que si on est en sécurité pour les exercer... Mais la sécurité n'est pas une fin en soi, et il faudra également rebâtir un projet collectif autour de nos valeurs. Tels sont les défis qui se posent à nous.

### Tant en France qu'en Belgique, on assiste à une recrudescence de la violence à l'égard des forces de l'ordre. Vous étonne-t-elle ?

La société française est très gravement en crise sur le plan social et économique. Cette exaspération générale conduit à une augmentation de la tension qui se matérialise sur le terrain en marge des différentes manifestations. Or, cette violence des fauteurs de trouble, qui est croissante depuis quelques semaines, ne rencontre que peu d'opposition : d'une façon très surprenante, les forces de l'ordre – qui s'en plaignent amèrement – ne reçoivent pas d'instructions fermes pour reprendre le contrôle. Je pense qu'il y a une tétanie du politique devant le risque qu'un casseur ou, pire, un manifestant soit tué. Cela encourage évidemment les casseurs à augmenter la pression puisqu'ils ne sentent pas de résistance significative à leurs exactions. Ce sont les forces de l'ordre qui, à ce rythme, vont perdre des hommes.

### Les médias doivent-ils montrer les images de policiers brutalisés, parfois même inconscients au sol ?

Oui, j'ai toujours été un pragmatique, partisan de montrer la réalité telle qu'elle est. Pendant des décennies, la France a été préservée de la grande violence. Aujourd'hui, dans une société où frappent le terrorisme et l'extrémisme de gauche, il ne faut pas hésiter à montrer aux gens ce que subissent nos forces de l'ordre. D'autant plus que, du côté des casseurs, il y a des attitudes systématiques de dépôts de plaintes contre la police à la moindre petite blessure, à grand renfort de bruit médiatique. Il faut rééquilibrer la communication sur ces questions.

### Dans ce contexte, prénez-vous des peines exemplaires à l'égard de ceux qui s'en prennent aux agents ?

Il faut que la Justice soit d'une particulière sévérité. Cela dit, l'une des difficultés avérées, c'est que ces gens agissent casqués, masqués, en groupe. C'est donc extrêmement difficile d'individualiser l'acte de violence pour la condamner.

*"Loin du politiquement correct, 'Le sursaut ou le chaos' est une tribune libre dans laquelle l'auteur met en garde contre les combattants de l'Islam. [...] Citoyens d'un pays à l'abri des conflits armés depuis plusieurs décennies, nous en sommes venus à considérer la paix comme un état naturel. A tort."*

SUR FRANCE INTER

A propos de son livre, en juin 2015.

*"M<sup>r</sup> Thibault de Montbrial explique, exemples à l'appui, le cadre de la légitime défense et la nécessité, face à l'augmentation des violences physiques et la prolifération d'armes de guerre, de revoir les présomptions légales qui la définissent."*

SUR VIDEOSDEPOLICE.COM

A propos d'une de ses conférences en 2012.

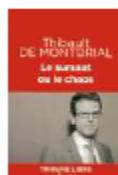
*"On a l'impression de voir des hamsters dans une cage qui tourne."*

THIBAUT DE MONTBRIAL

SUR BFM-TV

Le 24 mars 2016,

à propos des responsables politiques.



**Son dernier livre**

"LE SURSAUT OU LE CHAOS"

Paru chez Plon en 2015.

Entretien : Jonas Legge